MARCHE FÉMINISTE ANTIFASCISTE
Contre les violences faites aux femmes, aux minorités de genre et aux enfants

En moyenne, dans le monde, 140 femmes ou filles sont tuées tous les jours par un membre de leur famille. En France, toutes les 7 heures, un homme tue ou tente de tuer sa (ex)conjointe et on décompte déjà 123 féminicides en 2026. Toutes les 2 minutes 30, un homme viole ou tente de violer une femme. Toutes les 3 minutes, un adulte viole ou agresse sexuellement un·e enfant. 80% des femmes handicapées ont été victimes de violences. 21 personnes trans se sont donné la mort en 2026.

Le 25 novembre c'est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre. C'est une journée importante pour rappeler la réalité des violences patriarcales.

Il y a un imaginaire tenace et imprégné de racisme autour de la question des violences patriarcales : elles seraient principalement le fait d'inconnus.
Pourtant la majorité des violences a lieu dans la sphère intime et familiale, ou alors au travail et dans les institutions.
Elles vont des humiliations aux assassinats en passant par les insultes, les viols et les coups par les conjoints ou les ex-conjoints.
Elles vont du contrôle des corps à l'inceste, en passant par le non-respect du consentement et les violences physiques et psychologique dans les familles.
Elles s'expriment par les refus de postes ou de formations, les temps partiels imposés, la précarisation, les licenciements abusifs, le harcèlement dans le monde du travail, la pénalisation du travail du sexe.
Pour les personnes trans et non-binaires les violences prennent la forme d'humiliations, de discriminations, de menaces, de passages à tabac jusqu'à des viols et assassinats, en passant par des parcours de transition psychiatrisés, sous conditions et lourds administrativement. Elles rendent le monde difficilement habitable et poussent au suicide.
Les violences sont aussi gynécologiques et médicales avec le non-accès aux soins, la non prise en compte de la douleur, l'absence de recherches ou d'études médicales, les erreurs de diagnostics, les refus de soins, l'éloignement des services de santé…
Toutes ces violences commencent à chaque fois que l'on nous dévalorise, à chaque comportement paternaliste, à chaque fois que l'on nous assigne à une place, quand on ne nous écoute pas, quand on nie nos propos et nos expériences.
Elles sont démultipliées quand nous sommes trans, précaires, handicapées, mineures, racisées, sans papiers…

Ces violences sont fabriquées et entretenues par des choix politiques dangereux, précarisants et stigmatisants.

● Depuis plusieurs décennies, on assiste à **une vision protectionniste répressive dans la fabrique de loi sur les corps des femmes**.

Les femmes identifiées ou perçues comme musulmanes sont particulièrement attaquées par une succession de lois racistes et islamophobes depuis 2004. La liberté de circuler, de travailler et de jouir de l'espace public est constamment remise en question et limitée pour les femmes qui portent le foulard, ainsi précarisées et discriminées. L'acharnement médiatique qu'elles subissent, légitimé par ces choix politiques, les stigmatise davantage et les surexpose aux actes islamophobes. En 2023, 81,5% des actes islamophobes sont commis contre des femmes.

2026 marque également les 10 ans de la loi de pénalisation des clients du Travail du Sexe (TDS) qui a contribué à inverser le rapport de force à l'avantage des clients. Depuis, les travailleureuses du sexe ne cessent de dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail : baisse des tarifs, des difficultés à exiger des pratiques protégées, une augmentation des violences notamment physiques et sexuelles subies.

● **Les droits des enfants sont également instrumentalisés** pour servir un agenda politique d'extrême droite, comme on l'a vu récemment avec les débats sur les bloqueurs de puberté pour les enfants trans, qui s'inscrivent **dans une montée globale des discours transphobes**.

● Dans le même temps, **la casse organisée des services publics, la conjugalisation de certaines aides sociales et la sous rémunération des métiers du soin** occupés en immense majorité par des femmes et des minorités de genre précarisent ces dernières et limitent leur capacité à se mettre en sécurité face aux violences. Les femmes et les minorités de genre sont surreprésentées parmi les 15% de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et portent une immense majorité des familles monoparentales.
De moins en moins de moyens sous alloués aux associations de prévention et d'accompagnement des victimes, pour les structures d'accueil d'urgence, pour la formation, pour la mise en place de l'EVARS, pour l'ASE…

● En face, **les budgets de la défense et de l'armement ne cesse d'augmenter, fabriquant davantage de violences et de répression** dans les mouvements sociaux, les quartiers populaires, aux frontières, dans les colonies d'outre mer et sur les peuples colonisés par des puissances auxquelles la France envoie ses armes. Elles se matérialisent par les violences policières, les viols de guerres, les tortures, les enfermements, les déplacements forcés, les famines, le vol des terres et les milliers de morts. Le coût spécifique de la guerre pour les femmes est d'ailleurs bien documenté, ce qui rend encore plus révoltant que ces guerres impérialistes et coloniales soit parfois légitimées en notre nom !

- **La “loi intégrale” : une énième loi qui sous couvert de protectionnisme, vient renforcer les outils répressifs et le racisme de l'état sans remettre en question son agenda politique anti-féministe**

Suites à la mise en évidence du dysfonctionnement structurel du système judiciaire et du caractère systémique des violences faites aux enfants par la mort de Lyhanna, les affaires Betharram, le Scouarnec etc et leur ampleur médiatique, le gouvernement Lecornu a appuyé en septembre un projet de loi cadre qui n’a d’intégrale que le nom. Ce projet de loi émerge d’une coalition composée notamment de féministes libérales, abolitionnistes concernant le TDS, parmi lesquelles des TERF (trans-exclusionary radical feminist, courant excluant les femmes trans des luttes féministes et s’opposant à leurs droits), et qui partagent souvent une vision islamophobe, raciste et coloniale.

Censé protéger des violences sexistes, sexuelles et pédocriminelles, ce projet tel qu’il vient d'être voté à l'Assemblée Nationale a été tronqué de la majorité de ses mesures préventives, et de protection des victimes, pourtant demandées par la CIVIISE et les associations de terrain. Il réprime le TDS et ne pense pas du tout les situations spécifiques des personnes handi, lgbt+, racisées, précaires ou des enfants de l’ASE et les conditions matérielles de nos existances à toustes. Sous l’impulsion du RN, la protection des femmes migrantes et la levée des OQTF pour les victimes de violences ont également été retirées.

C'est donc un projet de loi qui ne cherche plus à éviter les violences mais qui vise à renforcer l'arsenal de surveillance et de contrôle de l'Etat avec une réponse punitiviste et carcérale. Or nous savons que la police et la justice ne sont pas nos alliées. Dans les cas de féminicides, 30% des auteurs avaient été condamnés pour des faits de violence. 29% des plaintes ne sont pas transmises au procureur par la police. 80% des plaintes communiquées à la justice sont classées sans suite. De nombreuses victimes témoignent aussi des violences sexuelles qu'iels ont subi dans leur parcours de dépôt de plainte de la part des forces de l'ordre.
Donner des moyens à la police et à la justice, c'est s'attendre à leur utilisation détournée pour réprimer massivement, d'une part les mobilisations sociales, mais surtout les populations racisées et précaires. Depuis des années, l'État policier viole, mutile, emprisonne et orchestre la mise à mort des enfants et adolescents racisés : Théo, Zyed, Bouna, Rayana, Souheil, Nahel, Anis... Macron a fait de la répression policière et judiciaire sa marque de fabrique. Depuis le mois de septembre 2026, ce sont des milliers de lycéennes qui sont violemment réprimé·es, certain.es ayant été aussi victimes d'agressions sexuelles. Quand ces jeunes se mobilisent pour dénoncer des violences et faire entendre leurs revendications, on estime qu'iels sont trop jeunes pour être écouté.es, mais pas pour être réprimé·es violemment.

Le féminisme est sans cesse instrumentalisé à des fins ouvertement transphobes, islamophobes, racistes, abolitionnistes du TDS, capitalistes et impérialistes.
Nous devons combattre plus fort ce féminisme institutionnel et libéral, nous faire entendre dans l'espace public et repenser urgemment l'organisation d'une riposte afin de renverser le rapport de force !

Féministes de tous les pays unissons-nous !

Maintenant qu'on est ensemble ! On ne peut plus nous ignorer ! A bas le patriarcat et le racisme qui vont tomber ! Et vive le féminisme antiraciste qui va gagner !



Ag féministe 38